



# ARRÊTÉ DU MAIRE

Arrêté n°138/2024

**OBJET : Fermeture Parking Claude Bigot - via rue Colette Besson - présence d'hydrocarbure.**

Le Maire de Morangis,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-2,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-8, R.417-1 et R.285-1,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation des routes, Livre 1,

Vu la délibération n°110/2014 du Conseil municipal du 15 décembre 2014 transférant la compétence voirie à l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB),

Vu la délibération n°032/2020 du Conseil municipal du 4 juillet 2020 portant sur l'élection du Maire,

Considérant la présence d'hydrocarbure sur la rue Colette Besson au niveau du Parking Claude Bigot, il y a lieu de fermer cet accès, et d'ouvrir l'accès et la sortie sur ce parking via la rue de L'Eglise,

## ARRÊTE

**Article 1 :** L'accès au parking du gymnase Claude Bigot, via la rue Colette Besson sera temporairement fermé, à compter du 17 mai 16h00 jusqu'à nouvel ordre.

**Article 2 :** L'entrée et la sortie sur le parking, se feront via la rue de l'Eglise, à compter 17 mai 2024, 16h00 jusqu'à nouvel ordre.

**Article 3 :** Tout véhicule gênant pourra faire l'objet d'une verbalisation ainsi que sa mise en fourrière conformément aux articles R.417-1 et R.285-1 du Code de la Route.

**Article 4 :** Les dispositions qui précèdent seront portées à la connaissance des usagers par des panneaux réglementaires de signalisation placés aux endroits appropriés.

**Article 5 :** Monsieur le Chef de l'agglomération de Police nationale de Juvisy-sur-Orge, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Madame la responsable de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté. Monsieur le Directeur des Services Techniques de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, pour information.

Fait à Morangis, le 17 mai 2024

Madame le Maire,  
Brigitte VERMILLET



**Arrêté certifié exécutoire**

Madame le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'État.